

Ils sont cités en exemple partout dans le monde

L'heure de gloire des banquiers canadiens

Alors que la planète finance baigne dans le sang, les banques canadiennes affichent une belle santé financière. Si bien que le système bancaire du Canada est considéré comme l'un des plus solides du moment. Le secret de cette robustesse ? Des institutions exerçant leur activité à l'échelle du pays, de la discipline réglementaire, une aversion historique au risque et une bonne dose de conservatisme.

■ Sébastien Buron, à Toronto

Le quartier de Bay Street, à Toronto. De grandes artères qui se croisent à angle droit. Des tours immenses. Un décor à l'américaine. C'est là que se niche le centre financier du Canada. Le Toronto Stock Exchange, troisième place boursière nord-américaine, ainsi que cinq des six grandes banques canadiennes y ont élu domicile. La capitale financière du pays n'a pas grand-chose à envier à Wall Street. Bien au contraire ! Alors que les 19 grandes banques américaines ne sont pas à la fête pour le moment (*lire aussi notre édito en p.3*), les banques canadiennes, considérées depuis longtemps comme des dinosaures déphasés par rapport à leur époque, sont en assez bonne forme.

Certes, ces dernières ont inscrit des dépréciations d'actifs d'une bonne dizaine de milliards de dollars US depuis le début de la crise financière. Mais ces dépréciations n'ont rien à voir avec celles de leurs consœurs américaines, s'élevant à plusieurs centaines de milliards de dollars. Surtout, «pas un dollar d'aide gouvernementale n'a été alloué aux banques canadiennes alors que, partout dans le monde, les banques ont pratiquement toutes été sauvées par leurs gouvernements respectifs», avance sobrement Ed Clark, président de la Toronto-Dominion Bank (TD Bank), deuxième banque canadienne. Ce qui a d'ailleurs incité certains Américains, inquiets pour leurs économies, à ouvrir un compte de l'autre côté de la frontière.

Dans la cour des grands

Profitant des déboires des banques américaines, mais aussi anglaises et suisses, plombées par les créances toxiques de la crise du *subprime*, et dont les capitalisations boursières n'en finissent plus de fondre comme neige au soleil, les grandes



BARACK OBAMA ET LE PREMIER MINISTRE CANADIEN STEPHEN HARPER, LE 19 FÉVRIER

En visite officielle à Ottawa, le président des Etats-Unis a fait l'éloge des banques du Canada. Etat d'esprit des banquiers, système de régulation efficace, solides fondations pour les fonds propres... Divers facteurs sont à l'origine d'une certaine admiration internationale pour le système bancaire canadien.

banques canadiennes se sont hissées vers les sommets du classement mondial des établissements financiers. «*Boring is the new sexy ! (Ndlr : ce qui était ennuyeux est devenu sexy)*», résume non sans humour Jim Flaherty, ministre des Finances du gouvernement canadien. Eh oui... Pas moins de cinq institutions financières de la patrie du BlackBerry figurent aujourd'hui parmi les 50 plus grosses capitalisations boursières mondiales du secteur (*voir tableau*). Pesant une quarantaine de milliards de dollars en Bourse, Royal Bank of Canada (RBC), la principale banque canadienne (qui dispose par ailleurs avec Dexia d'une filiale commune active dans l'administration de fonds), est aujourd'hui la dixième plus grosse banque du monde par sa capitalisation ►

(Focus) Banque

boursière. Elle est suivie par la Toronto-Dominion Bank, qui se place au 19^e rang, et la Bank of Nova Scotia au 28^e échelon. Même la plus petite des six grandes banques canadiennes (c'est aussi la plus ancienne), la Banque de Montréal, peut aujourd'hui s'asseoir à la table des grands. Voici deux ans encore, aucune de ces grandes banques canadiennes ne faisait partie de ce classement dominé à l'époque par les Citigroup et autres Bank of America. Des mastodontes, aujourd'hui déchus, dont les capitalisations boursières dépassaient à l'époque allègrement la barre des 100 milliards de dollars. Une situation enviable qui leur permet d'emprunter à des taux inférieurs à ceux de leurs homologues étrangères.

Mieux encore : cette surperformance des banques du Canada a récemment fait l'objet des éloges non seulement du FMI et de l'ancien président de la Fed Paul Volcker, mais aussi du président américain Barack Obama en personne, lors de sa visite à Ottawa

en février dernier. D'où la question : tout ceci est-il le fruit du hasard ? Pas vraiment. De l'état d'esprit des banquiers canadiens à un système de régulation efficace en passant par de solides fondations pour les fonds propres, quatre facteurs déterminants sont à l'origine de cette admiration internationale.

«Nous sommes des gens prudents et cela se reflète dans nos banques.»

Terry Campbell, vice-président de l'Association des banquiers canadiens


























① Un paysage bancaire resté national

Pour Laurence Booth, professeur de finance à la Rotman School of Management, les banquiers canadiens n'ont pas trouvé la pierre philosophale : «Il se fait simplement que l'attitude conservatrice et prudente des banquiers canadiens s'avère être une stratégie payante quand tout s'écroule.» De fait, au cours des dernières décennies, pendant que les banques américaines ne ménageaient pas leurs efforts pour offrir toujours plus de services aux nouveaux investisseurs à l'affût de risques et de croissance des actifs, les banques canadiennes ont su grandir lentement mais sûrement. A l'écart de la concurrence internationale, diront les mauvaises langues. Il faut savoir en effet que depuis 1960, le Canada restreint la propriété de ses banques, les protégeant ainsi contre les acquisitions étrangères et, du même coup, empêchant les fusions nationales. Ce fut le cas en 1998 lorsque les tentatives de fusion des quatre plus grandes banques ont été rejetées par le ministre des Finances de l'époque. «La loi exige que les cinq plus grandes banques du Canada soient détenues par un grand nombre d'actionnaires», explique Terry Campbell, vice-président de l'Association des banquiers canadiens, faisant référence à la règle dite du *widely held*. Selon celle-ci, aucun actionnaire ne peut à lui tout seul posséder plus de 20% des actions avec droit de vote d'une banque canadienne, ou 30% des actions sans droit de vote. «Il s'agit d'une règle prudentielle plutôt que du protectionnisme», défend Terry Campbell. L'approche a néanmoins favorisé l'apparition de champions nationaux, particulièrement solides et rentables. Aujourd'hui, les six principales banques canadiennes trustent plus de 80% du marché, que ce soit en termes de dépôts ou en termes d'actifs bancaires. «Depuis 1930, elles n'ont jamais renoncé à distribuer un dividende», précise Sherry Cooper, la très réputée économiste en chef de la Banque de Montréal.

② Des banques diversifiées et bien gérées

Cette politique restrictive en matière de fusions a conduit les banques canadiennes à adopter un modèle traditionnel de banque de détail, collectant des dépôts pour les recycler en crédits aux entreprises et aux particuliers. Un modèle moins risqué que celui de nombreuses institutions à l'étranger, Dexia et Fortis par exemple. «Nous veillons à ce que 25% maximum de notre *business* soient générés par les métiers risqués de la banque», indique Gordon Nixon, patron depuis neuf ans de Royal Bank of Canada, qui en pleine tourmente financière n'a pas hésité à renoncer à une bonne

Top 50 mondial des banques - 2009

Rang	Banques	Capitalisation boursière (en milliards de \$)
1	 Industrial & Commercial Bank of China	175,3
2	 China Construction Bank	128,7
3	 Bank of China	112,8
4	 JPMorgan Chase	94,5
5	 HSBC	78,3
6	 Wells Fargo	62,1
7	 Mitsubishi UFJ Financial	56,2
8	 Banco Santander	54,1
9	 Goldman Sachs	45,7
10	 Royal Bank of Canada	40,3
11	 Bank of America	40,1
12	 Bank of Communications	38,0
13	 BNP Paribas	37,5
14	 Westpac Banking	34,0
15	 Commonwealth Bank of Australia	31,5
16	 Crédit Suisse	31,2
17	 China Merchants Bank	31,0
18	 Banco Itau	30,3
19	 Toronto - Dominion Bank	29,1
20	 UBS	29,0
...
28	 Bank of Nova Scotia	25,2
...
44	 Bank of Montreal	14,1
45	 Canadian Imperial Bank of Commerce	14,0
46	 Citigroup	13,7
...
50	 State Bank of India	11,7

SOURCE: FINANCIAL TIMES

partie de son *package* salarial. Et Terry Campbell d'embrayer : «Le système canadien, grâce à ses institutions d'envergure nationale, diversifie le risque régional, de sorte que le repli d'un secteur économique peut être contrebalancé. De plus, un système national contribue à la croissance économique en permettant le transfert de fonds entre les régions où les dépôts sont en excédent et d'autres où la croissance crée une demande de crédit.»

A ce modèle moins sexy de banque *retail coast-to-coast* — ennuyeux, diront certains — s'ajoutent les pratiques très conservatrices des banquiers canadiens en matière de prêts. «Nous sommes des gens prudents et cela se reflète dans nos banques», poursuit Terry Campbell faisant référence au peu d'intérêt que les banquiers canadiens ont porté aux prêts à risque. A l'instar de la direction de la Toronto-Dominion Bank, qui dès 2005 s'est séparé d'une grosse partie de son portefeuille de produits toxiques, nombreux sont les banquiers canadiens qui se sont méfiés de l'investissement dans des instruments complexes. «Si on ne parvient pas à véritablement comprendre un actif, mieux vaut ne pas y toucher», confie Bernard Dorval en charge de la stratégie de la TD Bank, avant d'ajouter que «prêter de l'argent à quelqu'un que vous ne connaissez pas n'a jamais été une bonne idée».

③ Un gendarme efficace

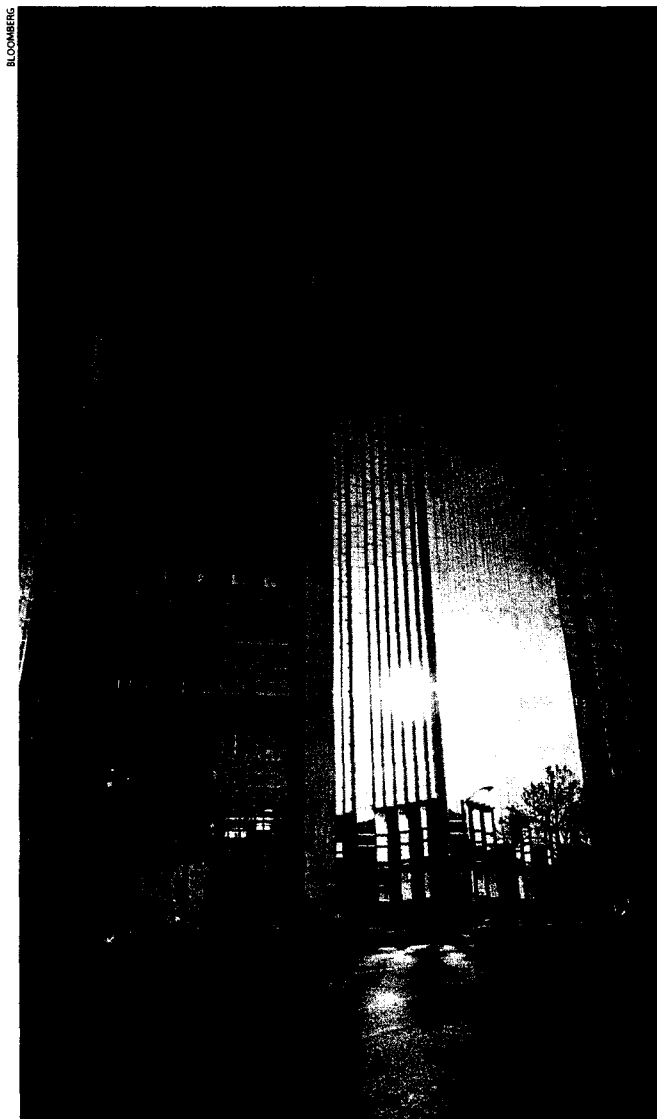
Les banques canadiennes doivent en grande partie leur ascension au sommet de la hiérarchie bancaire mondiale à une réglementation plus contraignante qui les a empêchées de sombrer dans les excès des banques américaines. C'est le fruit d'un gouvernement qui ne s'est pas laissé influencer par ses banques. Outre cette indépendance, le Canada bénéficie d'un système réglementaire centralisé et rationalisé s'appuyant sur deux organismes : le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), responsable du contrôle prudentiel de 400 institutions financières (y compris les compagnies d'assurances, comme le fait chez nous la CBFA), et l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, en charge des questions touchant la protection des consommateurs.

Doté d'un mandat clair, collaborant étroitement avec le gouvernement et la banque centrale du Canada, le BSIF a surtout la réputation d'être plus conservateur que ses homologues américains et européens. Côté levier financier par exemple, il impose aux banques un ratio actif / fonds propres inférieur à 20 fois leur capital. On le sait, celui de certaines grandes banques américaines et européennes va bien au delà. «Ceci n'empêche pas le BSIF de pratiquer une politique d'ouverture, et d'encourager les échanges avec les institutions financières à propos des questions d'ordre prudentiel, afin d'avoir en main toute l'information utile et de comprendre les répercussions de nos décisions», précise Julie Dickson, directrice de cette CBFA canadienne.

Autre élément : la loi sur les banques (le *Bank Act*) est obligatoirement revue et mise à jour tous les cinq ans. Objectif : veiller à ce que le cadre réglementaire évolue avec le secteur. «La pire des choses à faire en matière de contrôle bancaire est de se reposer sur ses lauriers», poursuit Julie Dickson. En Belgique, la dernière réforme du secteur financier remonte à bientôt sept ans, avec l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 2002.

④ De solides fondations

Bien gérées et bien réglementées, les banques canadiennes figurent aussi parmi les mieux capitalisées du monde. Elles doi-



LE SIÈGE DE LA ROYAL BANK OF CANADA, À TORONTO
La principale banque canadienne est aujourd'hui la dixième plus grosse banque du monde par sa capitalisation boursière.

vent détenir plus de 7% de Tier 1 (le noyau dur des fonds propres), un standard de solvabilité plus élevé que ceux exigés aux Etats-Unis, au Royaume-Uni... et chez nous. En réalité, les banques canadiennes sont même bien au-dessus, affichant des ratios de solvabilité tournant autour de 10%. Sans compter que le régulateur canadien est également attentif à la qualité du capital des banques, en particulier en ce qui concerne la proportion des actions. A telle enseigne qu'au cours des 10 dernières années, les critiques ont affirmé que ces contraintes réglementaires dépréciaient les banques canadiennes à l'échelle mondiale tandis que d'autres grandes maisons se lançaient dans des achats frénétiques et accumulaient des quantités d'actifs, capitalisation boursière et prestige international. «Je pense que les banques qui, aux Etats-Unis et en Europe, ont suivi une stratégie liée à l'*ego* de leur dirigeant ont payé le prix, rétorque Gordon Nixon (Royal Bank of Canada). Vous savez bien de quelle banque je veux parler...» ■